

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou postal  
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :

1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

16<sup>e</sup> ANNEE - N° 287

LE NUMERO : 2 FF

20 FB - 1 FS

7 au 20 avril 1979

Au Moyen-Orient, après les accords Carter-Begin-Sadate

## Seule l'unité des exploités peut faire sauter l'ignoble paix des exploités

Les troupes chinoises se sont retirées du Vietnam. Elles ont laissé derrière elles, il est vrai, les blessures ouvertes par la terrible « leçon » donnée à l'ancien pays « frère », mais ce qui s'est passé en Indochine a un avantage, si l'on peut dire : l'« extrême gauche » européenne aura du mal à parler comme avant du socialisme chinois ou vietnamien.

Les fureurs antiféministes de l'islam chiite se sont un peu atténuées permettant ainsi à cette extrême-gauche de reprendre son souffle et de reprendre confiance avant

que, sait-on jamais, la question kurde ne fasse tomber un voile encore plus sombre que le tchador sur le spectacle glorieux de la « religion au service de la révolution ».

Et voici que le spectre de la mort revient de l'Est, où il semblait s'être réfugié pour toujours, vers l'Ouest où pendant tant d'années il avait élu domicile. Le voici de nouveau dans ce Moyen-Orient où, de la terre baignée de sang n'arrêtent pas, depuis des décennies, de jaillir alternativement des étincelles de paix et des incendies de guerre.

Ce n'est pas un hasard si le spectre a fait un retour précipité dans la région qui a pour centre Suez et le Sinaï. Avec la chute du chah et de son régime de fer, les USA ont perdu, au moins pour l'avenir proche, un allié sûr qui faisait office de gendarme et qui veillait sur une des régions cruciales pour les intérêts impérialistes antagoniques : le Golfe persique et l'Océan Indien. Pouvait-on penser qu'ils n'en chercheraient pas un autre sous la forme d'une sainte alliance entre l'Israël de Begin et l'Egypte de Sadate ? Et d'autre part, pouvait-on penser qu'au moins sur le papier le premier ne se déciderait pas à aller à la rencontre du second, et que Sadate pourrait refuser l'invitation, accompagnée d'un cadeau en espèces sonnantes et rébuchan-

tes et en armes, à signer la « paix » avec Begin ?

C'est dans cette zone que, pour des raisons matérielles inexorables, se joue le destin du monde capitaliste. C'est par là que passent ses artères vitales. Guerre ou paix, c'est là que l'impérialisme ne peut que tisser sa toile lugubre.

Mais, pour la même raison, c'est dans cette région que mûrissent en silence les conditions objectives d'un tremblement de terre social qui est destiné à se répéter dans le monde entier. L'Iran a donné récemment un premier exemple. Une fois mise en mouvement, la classe ouvrière iranienne ne peut pas ne pas se heurter aux nouveaux prêcheurs islamiques et démocratiques de la paix sociale, de la même façon qu'elle s'était heurtée auparavant dans une lutte coura-

geuse aux sbires du chah. Sa révolte brisera dans les campagnes les digues protectrices savamment élevées en collaboration par les laïcs et les prêtres et entraînera derrière elle, dans un mouvement général la classe séculairement exploitée des paysans pauvres. Mais comment ne pas sentir partout, dans l'aire immense qui va du Proche-Orient à l'Océan Indien — sous une apparence d'immobilité après des années et des années d'explosions tragiques — le frémissement sourd et menaçant de foules plébiennes, sans travail et sans terre, tour à tour courtisées et mitraillées au nom de l'aveh, d'Allah et de la Sainte Démocratie dans une succession de promesses et de trahisons, d'offres d'embrassades et de coups de poignard dans le dos.

(suite page 3)

A propos du « droit  
de manifestation »

## Derrière la querelle, la collusion...

La polémique actuelle sur le droit de manifestation illustre à la fois l'inquiétude de la bourgeoisie face aux premiers signes annonciateurs d'un retour de secteurs de la classe ouvrière fouettée par la crise sur le terrain de la lutte de classe et de la violence, et le rôle de ces agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers que sont les partis et syndicats « ouvriers » « responsables ».

Il n'est nullement vrai que, comme le titre l'Humanité du 30-3, Giscard prétende « interdire le droit de manifester ». Il est clair que les manifestations-traîne-savate, les manifestations-exutoire contrôlées par l'opportunisme et dûment négociées avec les autorités policières ne gênent nullement la bourgeoisie et le gouvernement. Ce qu'il redoute à long terme, et qu'il entend prévenir, c'est le retour aux manifestations de classe, qui sont une des manières qu'ont les prolétaires de resserrer leurs rangs sur un terrain de lutte, de faire sentir et de consolider leur force face à la bourgeoisie, et quand c'est possible de l'attaquer. Et en attendant, il entend empêcher toute tentative, même sporadique, de débordement des manifestations officielles par des franges « incontrôlées ».

Dans ce sens, la directive donnée aux préfets de « refuser désormais les manifestations dans les centres des villes dès lors que celles-ci ne présenteront pas des garanties absolues de sécurité » est entre autres un clair rappel à l'ordre adressé en fait à l'opportunisme, auquel on enjoint de faire, encore mieux, son travail de pompier social.

De son côté, l'opportunisme a parfaitement démontré son rôle tout à fait convergent avec la bourgeoisie. Non seulement il a monté en épingle, dès avant la manifestation, les possibilités de « violence minoritaire », le jeu

(suite page 2)

### Réunion publique

#### ● BOURG-LES-VALENCE

Le vendredi 27 avril à 20 h 30,  
Salle de vote, Place de la  
Liberté.

#### NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION

Voici le sommaire du n° 79  
(avril 1979) de

### Programme communiste

- Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte et de l'émancipation du prolétariat.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : Socialisme et nation — Guerre et révolution — Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale — Une première conclusion.
- L'Afrique, proie des impérialismes (3) : Les investissements étrangers en Afrique.
- Nouvelles des faux socialismes : A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation — Socialisme, ou production individuelle ?

## La révolution mondiale ne passe pas par « l'Europe des travailleurs »

Il n'est que trop facile de faire la critique des prétentions des Etats bourgeois de réaliser enfin l'Europe Unie, et de montrer le contenu réel de cette « unification ». Même le PCF est capable d'exhumer tel texte de Lénine montrant dès 1915 que le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » est irréalisable ou réactionnaire. Tout le monde peut dénoncer l'« Europe germano-américaine » ou l'« Europe du capital », et dire ce qu'il y a derrière ces

tentatives « communautaires » des bourgeoisies européennes : les vieilles puissances impérialistes, repoussées au second plan par les jeunes impérialismes plus dynamiques et de dimensions plus importantes, essaient ainsi de retrouver une place qu'elles ont perdue à la suite de deux guerres impérialistes et de la disparition de leurs empires coloniaux.

Il n'est que trop facile de montrer le caractère contradictoire de ces velléités d'union : les bourgeoisies européennes essaient de s'unir pour résister aux superpuissances et à la crise qui menace mais, en même temps, elles essaient chacune de rejeter sur les autres les effets de la domination américaine et les conséquences de la crise. Elles voudraient s'unir pour pouvoir tenir tête, ensemble, aux USA, mais elles ne peuvent s'unir qu'avec la bénédiction et sous la houlette du gendarme du monde. Cette contradiction est inhérente au capitalisme avec ses rapports de force changeants et, comme toutes ses contradictions, elle ne pourra se résoudre que par la violence, en l'occurrence par la guerre car, comme disait Lénine, « pour mesurer la force réelle d'un Etat capitaliste il n'y a et il n'y ne peut y avoir d'autre moyen que la guerre ».

Enfin, tout le monde peut dénoncer les résultats inévitables de la concentration et de la centralisation croissantes du capital européen, et de sa centralisation politique qui en est à la fois une manifestation et un moyen. En effet, loin de supprimer l'anarchie du capitalisme, son unification l'accroît ; loin de réduire les exigences de la rentabilité, elle les accroît ; loin de supprimer l'inégalité de développement des pays et régions, elle l'approfondit ; loin de diminuer l'explo-

itation, la misère et l'oppression, elle les augmente ; loin d'atténuer les conflits sociaux de toute sorte, elle les exaspère, inéluctablement.

Les révolutionnaires ne s'en étonnent ni ne s'en lamentent : depuis des décennies ils ont annoncé aux ouvriers cette aggravation générale de leur condition et la nécessité de reprendre la lutte de classe. Les pompiers sociaux, eux, se précipitent avec tout leur attirail d'extincteurs, pour empêcher les ouvriers de retrouver à travers cette exaspération des antagonismes sociaux leur voie, leur programme et leurs méthodes de classe.

Une des fausses solutions que les opportunistes présentent à la classe ouvrière pour la détourner de ses objectifs véritables c'est, en opposition à l'« Europe des monopoles » l'« Europe des peuples » ou, en opposition à l'« Europe du capital » l'« Europe des travailleurs ». Ils lui présentent, en somme, le mirage d'une société capitaliste harmonieuse et démocratique, sans antagonismes ni oppression, élevée à la hauteur d'un système continental et même mondial.

Dans chaque pays, la vision démocratique petite-bourgeoise oppose au capitalisme réel, affreux, un capitalisme imaginaire, qui servirait à réaliser le « bonheur de tous ». Elle prétend qu'il suffirait d'une bonne réglementation, d'une constitution démocratique

pour utiliser les lois de la production capitaliste, les lois du salariat et du marché, les lois de l'accumulation du capital, aux fins de l'« intérêt général ». Elle prétend que l'impérialisme n'est qu'une politique du capitalisme parmi d'autres, et qu'au lieu de cette politique-là, méchante ou mauvaise, on peut lui en faire appliquer une autre, gentille ou bonne. Elle refuse de voir dans le capitalisme lui-même la source de l'exploitation et de l'oppression croissantes, et elle la cherche dans ses « excès » ou « abus ». Elle réduit les antagonismes sociaux et la lutte de classe à l'opposition entre « monsieur tout le monde » et les « monopoles ».

De la même façon, elle oppose « à l'Europe de l'austérité, de la crise, de l'autoritarisme, de la soumission et de la dépendance [...] l'alternative d'une Europe des peuples, respectueuse des identités nationales, l'alternative d'une Europe de progrès social, de démocratie, d'indépendance et de paix, de coopération, une Europe des travailleurs » (1).

(Suite p. 3.)

(1) Europe, la France en jeu, ouvrage collectif publié aux Editions Sociales, Paris 1979, p. 176.

# Pour faire le point sur la lutte des foyers de travailleurs immigrés (1)

Des signes de plus en plus inquiétants nous font émettre des craintes pour la lutte générale des résidents des foyers, dont certains sont en lutte depuis près de cinq ans. Les travailleurs immigrés sont maintenant en butte aux saisies-arrêts sur salaires et aux fermetures de foyers, qui se conjuguent avec le contrôle policier systématique sous prétexte de renouvellement des cartes, avec les menaces d'expulsions massives, les irruptions policières sauvages et la multiplication des brimades et des persécutions racistes. Mais reculer sous le poids d'une force supérieure n'est qu'un demi-mal si l'on parvient à assurer les bases pour repartir en force, comme cela s'est déjà produit il y a trois ans. Ce qui nous paraît beaucoup plus inquiétant, c'est l'affaiblissement que manifeste l'orientation de la lutte elle-même : ce dernier a commencé avec l'automne et n'a fait malheureusement que s'accroître depuis.

Disons tout de suite que ce diagnostic n'est pas le froid enregistrement d'un cours pré-tendument fatal des choses. Nous pouvons dire que, comme parti, nous avons tout fait et continuons à faire tout ce qui est possible pour que soit assuré le terrain pour de nouveaux progrès de la lutte. Notre parti a lutté pour vaincre l'isolement dans lequel les forces réformistes maintiennent par une politique de sabotage active la révolte de cette catégorie particulièrement exploitée de travailleurs, aidées par le travail de sape, de confusion et même de sabotage de plus en plus ouvert des forces de la prétendue « extrême gauche » centriste et suiviste. Mais cet isolement devient, au moment difficile, une tragédie pour une lutte qui a espéré le briser et qui, n'y parvenant pas, commence à douter d'elle-même.

Nous ne pouvons imaginer la reprise de la lutte prolétarienne, après des décennies de contre-révolution, comme une promenade idyllique. Nous ne confondrons jamais les prolétaires qui doutent ou tombent sous les coups de l'adversaire, les combattants victimes de la dureté de la lutte, avec les ennemis qui l'ont trahie de bout en bout, en cherchant à lui rogner les ailes ou en l'ignorant.

Disons que si cette lutte magnifique et généreuse des foyers devait reculer ou même régresser, cela serait dû au fait qu'elle n'a pu surmonter les terribles entraves disposées par la bourgeoisie et l'opportunisme au long de cinquante années de contre-révolution, qui

obligent au nécessaire réapprentissage de l'organisation de classe ouverte, et à celui de la solidarité entre les catégories. La situation est difficile : un groupe de prolétaires poussés en avant par un mouvement large et profond, au moment de faire le saut politique, au moment où ils ont besoin d'aide pour se donner une vision de la lutte générale contre le capitalisme, trouvent ou bien des organisations qui sabotent leur mouvement et qui ne font aucune éducation sérieuse du prolétariat français permettant de surmonter le fossé creusé entre les nationalités par les guerres coloniales ; ou bien, un petit parti encore trop faible pour pouvoir faire correspondre à sa vision une activité pratique susceptible d'élargir de façon suffisante les brèches encore trop ténues que la situation elle-même produit dans les murailles de l'isolement.

Si la lutte et surtout l'organisation venaient à régresser, cela voudrait dire que la lutte — et le parti avec elle — se sont heurtés aux limites de la situation objective. Mais d'autres luttes doivent venir et il nous semble clair que les problèmes qu'ont pris sur leurs épaules les courageux lutteurs du Comité de Coordination, sans pouvoir encore hélas les trancher, sont ceux-là mêmes dont la résolution conditionne la reprise en grand de la lutte prolétarienne.

Nous savons que dans les périodes de reflux, c'est l'organisation immédiate qui est la plus touchée et qui subit les ravages les plus grands et nous savons aussi que c'est le parti qui est l'organe le moins susceptible par nature de se laisser paralyser ou désorienter par cette situation. C'est alors que sa tâche est encore plus grande pour tirer clairement les leçons qui devront permettre à la lutte de reprendre sur un terrain déjà constitué, à partir de positions plus avancées et avec un noyau dirigeant se donnant une vision plus large et plus complète de la lutte et de ses exigences.

Pour en revenir à la situation dans les foyers, on peut dire que la dynamique même de cette lutte engendre dans le Comité de Coordination une tendance objective réellement positive à vaincre les résistances de toutes les autres organisations de l'immigration, et surtout tous les sabotages des bureaucraties syndicales. Cette dynamique a permis que soit avancé de façon tout à fait consciente le principe de l'organisation des ouvriers sans distinction de nationalité, ce qui a fait faire un pas de géant à l'organisation des prolétaires

immigrés, jusque-là organisés séparément par nationalités sous l'influence plus ou moins directe d'organisations « nationales » travaillant la plupart du temps plus ou moins en liaison avec les bureaucraties réformistes métropolitaines ou même sous l'influence directe des ambassades.

De ce point de vue, le Manifeste diffusé par la Coordination le 1<sup>er</sup> mai 78 synthétisait une orientation qui met en avant les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et non les intérêts particuliers, et qui revendique l'union de la classe ouvrière sans référence aucune au démocratisme ou au constitutionnalisme.

Une telle affirmation, qui est un résultat réel de la lutte parvenue à une certaine température, s'est imposée, comme nous l'avons montré à plusieurs reprises dans ce journal, contre toutes les tendances au repli sur soi que pouvait provoquer le fossé existant entre les nationalités. Elle a été acquise contre les tendances compréhensibles de rejet de toutes les organisations « françaises », né en réaction à l'abandon dans lequel ont été laissées les luttes anticoloniales, contre la tendance au refus de l'existence de Comités de soutien et contre les tendances visant à isoler la lutte de la « politique », contre la tendance à se replier sur la seule et unique lutte des foyers, et contre la tendance à rechercher des expédients de tous ordres pour pallier les difficultés à trouver une aide de classe sérieuse.

La mobilisation de l'été a prodigieusement accéléré ce mouvement. Elle a permis de contrer victorieusement l'offensive bourgeoise, le sabotage et les manœuvres réformistes, et de neutraliser la prétendue « extrême gauche » qui traînait les pieds dans les Comités de soutien, lesquels avaient pour la plupart — à part quelques exceptions agissant utilement — plus besoin d'être « soutenus » qu'ils ne soutenaient véritablement la lutte. Elle a approfondi aussi la mobilisation des résidents dans la région parisienne et est parvenue à élargir la grève en Lorraine. Mais on peut dire que la lutte a commencé à marquer le pas en septembre-octobre.

Or qui n'avance pas recule. Le tract d'appel à la manifestation du 19 novembre révélait brutalement le retour de tendances qui prétendent « mettre au pied du mur » les partis de gauche et les directions syndicales, alors qu'il était déjà manifeste que ceux-ci ne pouvaient agir autrement que par le passé (leur attitude vis-à-vis de la lutte étant d'ail-

leurs dénoncée dans des tracts et des journaux du Comité). Ce fut ensuite en décembre l'épisode des discussions pour la riposte à apporter à la campagne d'expulsions où, en contradiction avec l'attitude qui avait été la sienne lors de la lutte victorieuse contre le million et avec les belles manifestations du 19 novembre 77 et du 1<sup>er</sup> mai 78 contre les mesures Stoléro, le Comité ne s'estimait pas la force d'assumer la responsabilité dans la lutte contre les nouvelles mesures d'exception anti-immigrés et les menaces de non-renouvellement des cartes et d'expulsions massives. Ce qui revient hélas, dans les faits, à laisser le terrain libre aux différents cartels organisés par les réformistes, et notamment SOS-Refolements, dont l'action débile correspond à l'insignifiance et à la couardise d'une plate-forme de défense purement juridique et individuelle.

Depuis le début de l'année, malgré le document du Comité de Coordination du 6 janvier qui complète utilement sa plate-forme et revendique le caractère classiste de la lutte, on voit se dessiner des réactions néfastes dues à l'isolement de la lutte et aux trahisons répétées. Par exemple, on voit progresser une attitude qui consiste à réagir au sabotage des Comités de soutien par l'ensemble des groupes maoïstes, et à la position ignoble d'appui à l'impérialisme français en Afrique de ce courant engendrant une méfiance légitime, en théorisant l'inutilité et l'impossibilité de toute organisation ouverte de Soutien. En même temps, le Comité de Coordination se révèle de moins en moins ferme pour endiguer la tendance à travailler en désespoir de cause avec les directions syndicales et les partis de gauche dont les manœuvres se font de plus en plus pressantes : ces organisations, attirées par les terribles difficultés dans lesquelles se débat la lutte, multiplient les initiatives pour entraîner la lutte sur le terrain de l'abandon de ses objectifs tranchants, avec la complicité de certains groupes maoïstes dans les Comités de soutien. Elles rencontrent même des échos dans certains Comités de résidents qui, cédant à l'épuisement et à la démoralisation, envisagent la négociation directe et séparée avec la Sonacotra.

Parallèlement, la difficulté pour la lutte de trouver un appui dans les entreprises pousse de plus en plus le Comité de Coordination à se laisser enliser sur le terrain

(suite page 4)

## Derrière la querelle, la collusion...

(suite de la page 1)

d'« éléments incontrôlés » en complétant par un vernis « ouvrier » la campagne d'intimidation de l'Etat bourgeois, armé jusqu'aux dents pour défendre l'ordre social, destinée à paralyser la révolte des exploités désarmés non seulement physiquement mais également politiquement. L'idée que seule la bourgeoisie a intérêt à utiliser la violence ne revient pas seulement à instiller le défaitisme et une morale d'esclave dans les rangs ouvriers. Elle ne sert pas seulement à susciter chez les prolétaires la peur de leur propre force de classe. Cette campagne reviendrait aussi à donner à l'adversaire les verges pour se faire battre, à donner effectivement à l'Etat le prétexte et la justification idéologique de son renforcement si l'opportunisme ne faisait pas mieux.

En effet, il ne se contente pas de cela. Il demande à la bourgeoisie de lui permettre de remplir effectivement sa fonction qui est de canaliser le mécontentement ouvrier dans des actions stériles en remplissant effectivement et mieux encore sa fonction de répression. Il l'a fait avant et pendant la manifestation en livrant carrément les poussées de révolte aux CRS. Il l'a fait à la suite du 23 mars en consacrant des colonnes entières à accuser le gouvernement et la police de laisser faire les « casseurs », voire de les couvrir et de les susciter.

Et la preuve qu'après les quelques tâtonnements et criaileries du début, les « partenaires » sociaux se sont parfaitement compris et assurés de leur mutuelle complicité dans la défense de la démocratie blindée, c'est d'un côté le « recul » de Giscard, qui a juré ses grands dieux qu'il n'entendait « en aucune façon porter atteinte à ce droit fondamental d'expression et de manifestation qui fait partie intégrante de la vie démocratique et des traditions républicaines », et c'est, de l'autre côté, l'aval des syndicats, à peine déguisé sous la mascarade des 30 minutes de débrayage prévues pour le 3 avril en guise de « protestation ».

Telle est la supériorité de la forme de domination de la démocratie sur celle du fascisme. Ce dernier interdit toute liberté de mouvement à la classe ouvrière, ce qui a en même temps pour contrepartie de maintenir à vif les antagonismes sociaux. La démocratie, elle, « garantit constitutionnellement » les fameuses libertés d'association, de mani-

festation, etc., mais dans la mesure où la bourgeoisie est assurée par l'opportunisme ouvrier qu'il peut les vider de tout contenu de classe et que la classe ouvrière n'utilisera pas sa liberté de mouvement contre l'Etat !

Dans la mesure où tout ce beau monde a peur de la reprise de la lutte prolétarienne, il est normal que chacun fasse des promesses à son partenaire : l'opportunisme doit garantir qu'il assure effectivement son boulot, le libéralisme bourgeois assurer que là où l'opportunisme ne suffit pas, la police fera le reste !

La classe ouvrière ne peut lutter pour défendre ses armes de classe, et en particulier celle de la manifestation de rue qui sert à mobiliser les ouvriers des entreprises et des catégories différentes et à faire la démonstration de leur nombre et de leur force, comme celle de la grève et de l'association qui visent à faire reculer le patron, en faisant appel à la loi, à la constitution, au droit ! Le droit bourgeois est à ce point perfectionné qu'à côté du « droit de grève », il garantit en même temps le « droit de lock-out » et la « liberté du travail », qu'à côté du « droit syndical » il garantit les « droits du patron » de disposer de la vie des ouvriers, qu'à côté du « droit de manifestation », il garantit celui des automobilistes et des piétons à la circulation, à côté du droit d'affichage, il garantit celui du citoyen à la « propreté des murs », etc.

Les limitations juridiques à la liberté de mouvement de la classe ouvrière, à l'utilisation de ses armes élémentaires de lutte, le prolétariat doit les combattre par l'action directe, par l'utilisation de sa force de classe : non pas au nom des idéaux mensongers de la démocratie, ce bien commun à toutes les classes, mais au nom des exigences de sa lutte contre le capitalisme, lutte de défense aujourd'hui, mais qui doit culminer dans la destruction révolutionnaire de l'Etat et l'instauration de sa dictature de classe.

Que périssent donc toutes les « garanties », tous les « droits » qui ne sanctionnent pas la force du prolétariat, mais témoignent de sa servitude ! La reprise de classe les fera tous voler en éclats. Dans la lutte qu'il faut dès aujourd'hui préparer, vaincre qui fait preuve d'une force, d'une organisation, d'une énergie, d'une détermination plus grandes ! Telle est la loi de la guerre de classe.

## Quelques enseignements de la marche sur Paris

Un gaspillage prévisible d'énergies ouvrières, une entreprise de division et de démoralisation, une journée de bourrage de crâne à coups de beuglements chauvins, de pacifisme social et de crétinisme électoral, tel a été le sens imprimé activement par la CGT et le PC à la marche du 23 mars.

Prétend-on, en effet, « renforcer l'unité ouvrière » en assommant les travailleurs de toutes organisations venues pour soutenir une lutte qui les touche tous, aux cris boutiquiers d'« Union, action avec la CGT » ? Ou en cognant sur les éléments combattifs de la CFDT de Longwy, qui souhaitaient prendre la tête du cortège, comme ils avaient été (malgré leur centrale « recentrée »), à l'avant-garde de la lutte directe ? En revanche, les maigres délégations de la CGC locale étaient traitées avec le respect courtois que professe l'opportunisme pour l'unité avec les catégories les plus élevées...

Quant aux immigrés qui se risquent à défiler entre tous ces fanions tricolores, eux dont la lutte a su se placer, le plus souvent, ces dernières années, dans les foyers et dans les entreprises, sur le terrain des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière, quel encouragement ont-ils pu trouver dans les mots d'ordre archi-chauvins de « l'acier français vivra » ou de « Giscard-Barre, vendus à l'étranger » ? (mots d'ordre bien propres, aussi, à réchauffer le cœur des délégations de sidérurgistes belges et ouest-allemands, venus peut-être pour autre chose que pour entendre ces hymnes à la grandeur française).

Les flambées de violence « autonome », même calculées et programmées en fonction d'une vision politique naïve et erronée (transformer sans préparation politique ni perspectives une manifestation de ce genre en explosion anti-capitaliste), même partiellement « manipulées », restaient une réponse naturelle et compréhensible, sinon optimum et efficace à la véritable provocation que représentent le gaspillage des forces ouvrières dans une promenade aussi vide et la collaboration ouverte de l'Etat de la démocratie blindée avec les garde-chiourmes opportunistes avant, pendant et après la manifestation. Avant, avec la minutieuse préparation « paritaire » du parcours, dans le meilleur

esprit de responsabilité civique (qui impliquait aussi que soient tolérées et encouragées les descentes « préventives » chez les autonomes et dans les centres de réunions comme au Pré-Saint-Gervais, dans le 19<sup>e</sup> — et, en perspective, chez tout ce qui bouge). Pendant, avec la collaboration intelligente du SO-CGT et des flics, présents au contact de la manifestation, en armes devant les banques et autres temples du capital, et canalisés vers les autonomes par les bons bergers « ouvriers » au premier pétard lancé... Après, avec l'abandon des manifestants inculpés grâce à la loi anti-casseurs réclamée en son temps (on ne le redira jamais trop) par le groupe parlementaire PC, par la voix de Ballenger. Certes, l'infiltration policière est inévitable dans des mouvements comme l'autonomie (mais l'est-elle moins, après tout, dans les rangs respectables de la bonzerie syndicale qui distille, elle, une idéologie policière ?). Mais le seul moyen dans ce cas, de tenter d'isoler les brebis galeuses et d'intégrer en revanche tous les ferments de révolte sains et profitables au mouvement ouvrier, c'est, — comme l'avait fait avec un certain succès la Coordination des Foyers Immigrés dans la manifestation du 19 novembre 78 — d'appeler à la solidarité active tous ceux qui sont frappés par le capital, rejetés, acculés à la misère et au chômage, broyés par le despotisme d'usine quand ils ont la « chance » de travailler, et dont le moindre sursaut de révolte est accueilli par la matraque policière. De montrer, enfin, en perspective, dans la classe ouvrière combattante et organisée demain pour combattre, la seule force capable de contrer efficacement, puis d'abattre les remparts de la misère et de l'exploitation, au lieu de faire des ouvriers d'aujourd'hui l'appendice (et les victimes impuissantes) de la guerre bourgeoise du capitalisme national contre les prolétaires du monde entier.

Soutenez le développement international de la presse du parti. Souscrivez !

# La révolution mondiale ne passe pas par « l'Europe des travailleurs »

(suite de la page 1)

L'ennui, dans cette « alternative », c'est qu'elle est purement imaginaire, puisqu'elle ne touche pas, ne veut pas toucher et ne se donnerait pas les moyens de toucher aux bases du capitalisme. C'est si vrai qu'un des objectifs que le PCF fixe à son « alternative », c'est de « rétablir la valeur du franc » (2), de faire en sorte que « la France soit une nation forte [dotée] d'une économie saine, ouverte aux échanges [...] pourvue d'une monnaie solide » (3), etc. C'est sur la base du marché et du salariat, qu'il n'envisage nullement d'abolir, c'est sur la base du marché national et international que le phillistin prétend édifier le « meilleur des mondes » démocratiques. Il doit alors en appeler à un imaginaire Droit au dessus des forces pour « démocratiser le fonctionnement du FMI » (4) ou imposer « l'application rigoureuse des dispositions des traités interdisant toute création de cartel, toute concentration abusive [sic!], toute utilisation de position dominante sur les marchés » (5). Bref, au niveau international comme dans chaque pays, il rêve d'un marché « honnête », d'un salariat « juste », d'un capitalisme dont la « moralité » serait garantie par... le Peuple, cette réincarnation laïque de Dieu le Père!

Dans l'article que le PCF a le front d'évoquer (6), Lénine répondait d'avance : « Le capitalisme est devenu international et monopoliste. Le monde se trouve partagé entre une poignée de grandes puissances [...]. En régime capitaliste, le partage ne peut avoir d'autre base, d'autre principe, que la force [...]. Le capitalisme c'est la propriété privée des moyens de production et l'anarchie de la production. Prêcher le partage « équitable » du revenu sur cette base, c'est du proudhonisme, du béotisme de petit-bourgeois [...]. Ainsi est organisée, à l'époque du développement ultime du capitalisme, la spoliation par une poignée de grandes puissances de près d'un milliard [combien aujourd'hui?] d'habitants du globe. Et, en régime capitaliste, toute autre organisation est impossible ». Demander au capitalisme d'y renoncer, serait « descendre au niveau du curé de campagne ». Faut-il s'étonner alors si le PCF découvre dans la déclaration de juin 1977 des présidents de quinze conférences épiscopales d'Europe, qu'il cite longuement (7), ou dans celle du pasteur Niemöller qui « refuse cette Europe

des riches » une « communauté d'objectifs avec [ses] propres revendications » ?

En réalité, nous ne pouvons pas reconnaître au PCF la naïveté du « curé de campagne », dont il reprend les arguments. Le PCF ne plane pas dans le ciel des idées morales. Son passé politique a déjà montré à suffisance que derrière cette mythologie du progrès, de la démocratie, de la collaboration, etc., se cache la défense résolue et acharnée des besoins de l'impérialisme monopoliste français ! Et il ne saurait en être autrement. Le rêve petit-bourgeois est irréalisable. Il ne peut que servir de publicité racoleuse pour la sordide réalité du capitalisme. De même que la politique de la « reconstruction de la France » après la guerre, soi-disant contre les trusts, n'a servi et ne pouvait servir qu'à reconstruire la France des trusts, l'« Europe des peuples », l'« Europe des travailleurs » ne peut être qu'un paravent des visées impérialistes de l'Europe, une tentative de resouder la solidarité des prolétaires avec leur bourgeoisie et leur capitalisme contre les pays sous-développés et contre les autres blocs impérialistes, avec l'espoir plus ou moins déclaré de contrôler l'impérialisme voisin et de faire l'« Europe » au bénéfice de « son » propre impérialisme...

C'est bien pourquoi il est impossible et absurde autant que criminel de reprendre ces mots d'ordre en essayant de leur donner un contenu « différent », d'appeler les travailleurs à se battre « vraiment » pour ces objectifs. Quelle revendication les communistes peuvent-ils donc opposer au programme social-impérialiste ? Les « Etats-Unis Socialistes d'Europe » peut-être ?

Certes, il n'est pas exclu que dans le cours des luttes révolutionnaires se constitue, à un moment et pour un moment, un Etat prolétarien recouvrant tout ou partie de l'Europe et qui pourrait éventuellement prendre cette forme. Mais, deux raisons s'opposent à ce qu'on en fasse un mot d'ordre.

D'une part, cette formule contient un aspect fédéraliste auquel on sera peut-être obligé de faire en pratique des concessions, si le manque de maturité et le rapport de forces l'exigent, mais que nous ne pouvons pas revendiquer comme un objectif ni une voie de passage nécessaire. Notre propagande doit au contraire mettre en avant l'exigence de la

centralisation et de l'unification la plus étroite du prolétariat par-delà les frontières.

D'autre part, ce mot d'ordre estompe le fait que la victoire révolutionnaire même à l'échelle de l'Europe n'aurait plus, aujourd'hui, l'importance qu'elle aurait eu il y a cent ans, précisément parce que l'Europe n'est plus le maître du monde. Il estompe le fait que le prolétariat victorieux en Europe aurait à affronter très vite les USA et l'URSS, que sa victoire ne serait qu'un pas dans la lutte mondiale pour le pouvoir. Non seulement une Europe prolétarienne ne pourrait être conquise que par la révolution violente, la guerre civile continentale ; non seulement elle ne pourrait être tant soit peu assurée que par la dictature la plus ferme du prolétariat dirigé par son parti, mais il ne sera pas question de vouloir y instaurer un « paradis socialiste » local : elle ne peut être qu'un bastion avancé de la révolution mondiale, un levier pour la prise du pouvoir en Russie et surtout en Amérique du Nord, faute de quoi, à terme, elle devra périr. Mais le mot d'ordre des « Etats-Unis Socialistes d'Europe » présente un danger supplémentaire. Il escamote complètement les responsabilités qui découlent pour le prolétariat de la nature impérialiste de l'Europe. Certes, elle n'est plus l'« impérialisme » par excellence, mais elle n'en reste pas moins un des grands exploités du monde, en particulier de l'Asie et surtout de l'Afrique. De ce fait le prolétariat européen a une double responsabilité : sa lutte résolue contre son propre impérialisme doit non seulement aider les luttes des peuples opprimés et exploités, mais doit aussi aider le jeune prolétariat de ces pays à dépasser les objectifs immédiats de ces luttes, à se placer sur les positions internationalistes de classe. Cette responsabilité, à laquelle le prolétariat européen a souvent failli dans le passé, se fait

d'autant plus lourde que les luttes sociales s'intensifient à l'échelle mondiale et une attitude révolutionnaire conséquente dans ce domaine est d'autant plus indispensable que la participation du prolétariat du « Tiers Monde » sera toujours plus indispensable à la victoire sur les centres mondiaux de l'impérialisme.

On voit que l'Europe n'a pas perdu toute son importance historique. La grande zone qui va de Liverpool à Varsovie contient encore aujourd'hui une des plus formidables concentrations de capital productif et de prolétaires. Elle a été le berceau du capitalisme moderne et le berceau du mouvement ouvrier. C'est cette zone qui subira avec une violence décuplée les contrecoups des secousses et des luttes sociales du monde entier, et c'est là que le mouvement de classe pourra s'appuyer, malgré les trahisons et les falsifications passées, sur les expériences et les traditions prolétariennes de lutte et d'organisation. C'est l'Europe, supercapitaliste bien que repoussée au second plan, qui subira avec la plus grande violence la crise, c'est elle qui sera l'épicentre de la prochaine explosion révolutionnaire et le théâtre d'une première bataille décisive, d'une bataille dont l'objectif n'est pas seulement « européen », mais mondial.

Contre l'Europe bourgeoise, contre les mystifications réformistes et gradualistes, c'est cette perspective qu'il faut donner aux prolétaires, c'est à elle qu'il faut les préparer.

(2) Ibid., p. 215.

(3) Ibid., p. 212.

(4) Ibid., p. 215.

(5) Ibid., p. 214.

(6) A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe, Œuvres, tome 21, p. 351 et suivantes.

(7) Europe..., p. 241.

## Seule l'unité des exploités peut faire sauter l'ignoble paix des exploités

(suite de la page 1)

« Sadate trahison ! », s'écrie Arafat, qui court se réconcilier avec le boucher d'Amman, le « héros » du septembre noir, Hussein de Jordanie. Le parallélisme entre la main tendue du Caire à Jérusalem et le rameau d'olivier tendu par le soi-disant champion des fedayin à leur massacreur ne dit-il rien à notre ineffable « extrême gauche » ? Elle ne sourcille pas, en voyant la monarchie saoudite devenir une des ailes du « front de la fermeté » ? La grande ombre qui tombe, menaçante, sur le destin des masses prolétariennes, semi-prolétariennes et paysannes du Moyen-Orient n'est pas celle de la paix, aussi cynique et odieuse soit-elle. C'est l'ombre d'une réconciliation générale entre les forces bourgeoises, d'Etat ou de la guérilla, de pouvoir conquis et détenu, ou de pouvoir à conquérir et à détenir, qui prolonge et multiplie, en les généralisant, les sanglantes expériences de Jordanie et du Liban, dont les protagonistes sont alternativement les troupes officielles ou officieuses de Syrie, d'Irak, d'Egypte et d'Israël.

Elle est là la clé de la tragédie du Moyen-Orient, dans le jeu louvoyant et couard des bourgeoisies nationales, des grands propriétaires fonciers, des Etats nationaux, des Eglises nationales, et de leurs alliances changeantes, mais toutes inspirées par une seule préoccupation : écarter la menace d'une révolte ouvrière et paysanne qui ne peut plus être cana-

lisée vers les marais des négociations diplomatiques et des marchandages menés sur la peau des sans-terre et des sans-réserves. Le jour où Sadate et Begin ont signé la paix avec la bénédiction apostolique de Carter, les potentats arabes se sont bien gardés de lancer la guerre sainte dont ils ont mille fois brandi la menace. En revanche, ils vont sans doute lancer dans de vaines actions de guérilla les masses de miséreux qui pèsent sur leurs budgets et dont ils rêvent de se débarrasser en les faisant massacrer par petits paquets.

C'est à ces masses que va notre solidarité. Contre les desseins de leurs « dirigeants », contre leurs propres aspirations initiales, contre leurs propres préjugés nationaux ou religieux, l'histoire a fait d'elles les soldats d'une guerre qui ne pourra plus être que de façon marginale une guerre de race ou une guerre de nation, parce qu'elle sera devenue par la force des choses une guerre de classe, parce qu'elle aura pour théâtre non plus une bande de terre qui depuis trop longtemps a cessé de les nourrir et que les nouvelles générations ne connaissent même pas et peuvent moins que jamais considérer comme « la leur », mais l'immense théâtre de leurs migrations (de leur « diaspora » comme on dit) en tant que prolétaires purs et simples. Paradoxalement, c'est dans ces masses horriblement opprimées sous l'état de siège permanent pratiqué par l'Etat-pied noir d'Israël, périodiquement dispersées par la violence, impitoyablement traquées par leurs « frères de sang » de toute la région, que l'unité en vain cherchée par les bourgeois du Moyen-Orient va construisant son tissu : unité de classe entre tous les exploités contre tous les exploités. Ce seront ces exploités qui proclameront et mèneront leur guerre qui sera aussi la nôtre, la seule guerre qui sera sainte parce qu'elle n'est bénie par aucun prêtre et financée par aucun puissant.

Ce seront elles qui gagneront la guerre !

## Nouvelles internationales

● **Le Japon se mord les doigts** d'avoir aussi rapidement conclu un traité avec la Chine. Selon le directeur du Centre d'Etudes sur l'Asie du Sud-Est, qui doit s'y connaître en rapports impérialistes, c'est « une des imprudences les plus graves que le Japon ait commises, car elle a déclenché une réaction en chaîne dans les rapports hégémoniques en Asie » (voir **Le Monde** du 4-7-79). Géant économique et encore nain militaire et politique, le Japon pourra-t-il se laisser indéfiniment taper sur les doigts par les Etats-Unis et se laisser présenter comme bouc émissaire de la crise économique internationale par les Européens et les Américains sur ce point réconciliés ? Pourra-t-il également laisser Russes et Chinois étaler leurs disputes et bouleverser à tort et à travers l'équilibre militaire dans une zone, qui va de la Birmanie et à Corée, de plus en plus soumise à la domination économique et financière du Japon en même temps que ce pays en est plus dépendant pour les matières premières, sans qu'il se donne les moyens de dire son mot sur le sort de ses « chasses-gardées » ? La rupture d'équilibre que provoquera la re-émergence de l'impérialisme japonais risque bien de

ressembler à une explosion thermo-nucléaire...

● **L'impérialisme français en Afrique.** Selon la revue **Afrique** éditée par une maison d'édition anglaise, « pour les dirigeants français, l'Afrique serait le prolongement de l'Europe. Donc quoi de plus naturel que d'intervenir militairement, y compris contre des Africains en désaccord avec leurs gouvernements, dès lors qu'on croit y voir une intervention « étrangère » ? Cela éclaire mieux le slogan giscardien de « l'Afrique aux Africains » que certains observateurs prenaient pour une aimable boutade » (n° 22, avril 1979). Que penser de la réalité du « retrait unilatéral » des troupes françaises du Tchad lorsqu'elle advient en résultat du cessez-le-feu entre deux factions qui sont également armées par l'impérialisme français ? Cette région de l'Afrique avec les interventions françaises au Shaba, l'intervention zairoise à Bangui en janvier dont on dit maintenant qu'elle aurait 500 morts (intervention effectuée par le 511<sup>e</sup> bataillon de paras zairois avec le feu vert de Paris) et la paix armée au Tchad, (2.000 soldats français y sont toujours) sent terriblement le poids de la botte française...

## Albion travaillée par la lutte sociale

Depuis le début de l'année, la situation en Angleterre est caractérisée par toute une série de luttes qui se sont déroulées sur tout le territoire (grève des camionneurs, grève des employés municipaux, etc.), par une crise profonde qui affecte plusieurs secteurs (acier, chantiers navals, industrie automobile - Leyland en particulier), par des tensions raciales croissantes.

Dans les hôpitaux, le personnel auxiliaire, les ambulanciers, les infirmières sont entrés en lutte pour une revendication commune : 65 livres par semaine pour 35 heures de travail. Le gouvernement a proposé une hausse de salaire misérable et l'agitation est allée en s'accroissant : des comités de lutte, des piquets de grèves volants, des comités d'intervention dans les autres hôpitaux se sont constitués et la lutte s'est durcie d'autant plus que le secrétaire d'Etat a demandé aux administrations locales de faire appel à des volontaires pour remplacer les infirmiers, le personnel auxiliaire et les ambulanciers en lutte.

Les employés municipaux : balayeurs, éboueurs, cantonniers, personnel scolaire ont cessé le travail pendant des semaines. L'agitation a gagné ensuite les fonctionnaires de l'Etat : personnel des douanes, des tribunaux, des ministères, etc. 300.000 fonctionnaires ont demandé des augmentations de salaire de 20-25 % pour combler le retard avec le secteur privé. La situation est telle que le gouvernement a lancé des menaces contre les employés qui refusent de faire le travail des catégories en lutte.

La lutte des 4.000 travailleurs des plates-formes de forage en mer du Nord a duré, elle, 7 semaines. Ces travailleurs demandaient de fortes augmentations de salaire et surtout de grandes améliorations dans les conditions de vie et de travail. Des négociations sont en cours et de nombreux travailleurs poursuivent la lutte.

Mais d'autres secteurs ont aussi bougé : les enseignants, les ouvriers spécialisés de Leyland, les techniciens de la BBC, les chauffeurs d'autobus, les pompiers, etc. Une grève de grèves s'est donc abattue sur l'Angleterre.

Le prince Charles en personne a exprimé l'inquiétude de l'establishment anglais face à cette montée des revendications ouvrières. Il a accusé les patrons de négliger le « côté humain » dans les « rapports industriels ». Dès lors comme une machine bien réglée, le système parlementaire s'est mis en marche : le parti travailliste se met dans l'opposition pour permettre aux conservateurs de prendre les mesures draconniennes qui s'imposent, tout en cherchant à se redonner un vernis de contestation : c'est ainsi qu'à l'annonce de leur mise en minorité, les députés travaillistes se sont tout à coup souvenus du **Drapeau Rouge** et de l'**Internationale**...

Il est temps que la classe ouvrière donne un coup de pied dans cette fourmilière...

## Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure (n° 11) parue dans la série

« Le Proletaire »

24 pages - Prix : 3 F.

# La grève dans les centres de tri PTT

Après les centres de tri de Bordeaux, Limoges, ceux de la région parisienne (avant tout de banlieue) ont une fois de plus relevé courageusement le défi de la lutte contre des conditions de travail, de salaire et de discipline de plus en plus bestiales. Comme à l'accoutumée, l'intervention de la police — à Trappes en l'occurrence — a mis le feu aux poudres. Il faut dire aussi que le vent de la révolte soufflant de Longwy et de Denain a considérablement aidé à attiser l'incendie.

Les conditions objectives d'une bataille d'ensemble existaient alors (identité des attaques partout) et une partie des conditions subjectives : non seulement la combativité élevée de noyaux de travailleurs formés à travers de nombreux épisodes de lutte précédents, mais également l'exigence ressentie en plusieurs endroits de la nécessité d'une riposte qui dépasse le cadre limité des revendications locales et même de l'entreprise pour se donner une plate-forme plus générale de nature à contrer l'offensive bourgeoise.

C'est la raison pour laquelle le sabotage de l'opportunisme a dû prendre cette fois, surtout en banlieue, des formes plus actives et plus offensives que par le passé : le bulletin diffusé par notre groupe PTT sur les principaux centres de la région parisienne que

La dernière grève des centres de tri parisiens témoigne clairement des obstacles que nous avons à surmonter pour préparer et organiser la défense de nos intérêts de classe dans les PTT. Depuis des mois l'administration nous impose son plan de restructuration des services. Avec l'automatisation et les techniques informatiques, elle veut renforcer et outrance l'exploitation de notre force de travail : augmentation des cadences, chasse aux temps morts, mobilité sur les positions de travail à découvert, etc. Pour ce faire elle introduit, particulièrement dans les centres de tri, une véritable discipline d'usine : répression des militants et travailleurs combattifs, éclatement des brigades en petites équipes réparties sur des chantiers plus faciles à contrôler par l'encadrement, relevage et mise en fiche des cadences sur les compteurs des PIM, réapparition des chronométrages dans certains bureaux gares, etc.

Dans ces conditions, et dans une administration aussi centralisée que les PTT, il est évident que la lutte des travailleurs pour résister à l'offensive du ministère doit s'organiser solidement sur l'ensemble des services. Pour endiguer le flot des attaques de l'Etat et de l'administration contre nos conditions de vie et de travail, il est nécessaire que s'organise sur la base de nos revendications communes un front compact des travailleurs des PTT pour riposter collectivement sans nous enfermer dans le piège suicidaire de la défense de la catégorie ou d'intérêts strictement locaux.

C'est cette leçon qu'il faut tirer en particulier des grèves locales dans les centres de tri que le ministère a réussi à écraser par l'isolement et la répression. Alors que partout les travailleurs défendaient les mêmes revendications les grèves de Bordeaux CTA, Limoges-gare, Montparnasse-CTA, etc., ont été contraintes à l'échec.

Les travailleurs de ces centres se sont battus courageusement mais ont dû finalement céder à cause de l'absence de soutien des autres centres et du pourrissement du conflit au niveau local, conduisant à l'épuisement des forces et à la démoralisation, et enfin à cause de l'isolement face aux interventions policières systématiques.

C'est ce même sort qui guettait les camarades de Trappes-CTA, qui se sont battus seuls une dizaine de jours contre l'administration et les flics, avant que les autres centres viennent appuyer leur grève.

Pourtant les travailleurs de Trappes avan-

nous publions ci-dessous en porte le témoignage. Cette lutte n'a pas eu le caractère bon enfant de la grève de janvier-février 1978.

La prochaine lutte risque de creuser plus profondément encore le fossé de l'opposition entre les classes : d'un côté l'administration et le gouvernement qui promettent déjà de faire front et s'y préparent (Barre n'a pas manqué de lancer ses menaces contre « certains centres de tri »), activement secondés par les larbins réformistes qui font passer avant toute chose « le bon fonctionnement du service public » et surtout « la paix sociale ». De l'autre côté, les travailleurs qui ne peuvent avancer sans une lutte encore plus large, sans une préparation plus systématique de cette lutte, du point de vue des revendications mais aussi des méthodes de lutte et d'organisation (il est temps de penser à l'autodéfense!). C'est la raison pour laquelle se précise la nécessité pratique d'une coordination permanente qui a désormais des chances de naître et aussi, sur cette base, d'une véritable orientation anti-opportuniste de la lutte. C'est bien pourquoi la grève s'est terminée par d'intéressantes discussions sur l'attitude que devaient prendre les travailleurs combattifs face aux bureaucraties syndicales : il nous faudra y revenir, dans nos bulletins PTT et dans ce journal.

caient des revendications qui sont communes à l'ensemble des travailleurs des postes :

— Diminution du temps de travail, 35 h en jour, 30 h en nuit.

— 500 F pour tous en région parisienne (qu'il est plus juste de revendiquer pour l'ensemble des travailleurs des PTT!).

— Amélioration des conditions de travail.

— Lutte contre la répression et les sanctions.

Pourquoi alors a-t-il fallu attendre plusieurs interventions policières pour que la grève se propage aux autres centres parisiens ? Tout simplement parce que dans ces centres, aucune information ni aucune mobilisation sérieuse n'a été faite par les directions syndicales réformistes sur la grève de Trappes, pas plus qu'auparavant d'ailleurs sur les grèves de Bordeaux, Limoges, ou Montparnasse.

La grève s'est propagée dans les CTA de banlieue puis dans quelques bureaux gares car les travailleurs de ces centres, lassés des « journées de 24 heures » bidons et des grèves locales inefficaces, avaient clairement conscience qu'en se battant au coude à coude et en renforçant la lutte, même limitée à la région parisienne, le ministère pourrait plus difficilement jouer le pourrissement et la répression.

C'était sans compter sur le travail de sape conduisant à une désorganisation en règle du mouvement qu'ont accompli les fédérations syndicales.

Alors que la grève est parvenue à réunir dans un même temps jusqu'à 18 centres, les directions syndicales n'ont pris aucune des initiatives centrales qui seules auraient pu renforcer la lutte et l'étendre aux autres services et en province.

FO, dès le début condamna la grève et lança même des appels à la répression des grévistes. Quant aux fédés CGT et CFDT, malgré leurs querelles boutiquières de façade, leur attitude a, au fond, été la même. Blocage complet des échanges d'informations entre les centres en lutte, fausses informations sur la force du mouvement données par des responsables CGT dans plusieurs bureaux gares, condamnation formelle des contacts directs établis à la base entre les grévistes des différents centres, pas de meeting central des grévistes.

Dans la manifestation du 8 mars au ministère, les responsables fédéraux ont fait tourner les grévistes dans les rues désertes quadrillées par les flics, et craignant sans doute d'être pris à partie par les manifestants, n'ont pas jugé utile de prendre la parole à la disposition du cortège.

Alors que tous les centres en grève étaient contrôlés par d'imposantes forces de police et mis en état de siège permanent, les fédérations n'ont organisé aucune mobilisation en direction des autres services et de la province pour s'opposer à cette répression jamais vue dans les PTT depuis la grève de 1953.

La seule perspective donnée par les fédés dans certains bureaux gares et en province c'est la grève par service complètement bidon de la fin mars ! Notons cependant que si les directions syndicales sont restées muettes pour s'opposer aux flics, les sections cadres de la CGT des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne ont publié des tracts pour dénoncer et exiger des sanctions contre les grévistes de Nanterre-CTA et Créteil-CTA !!

Si les fédés ont ouvertement trahi et bradé la grève, les grévistes à la base ont cependant dans certains centres adopté des méthodes de lutte riches d'enseignements pour l'avenir.

Des contacts directs entre travailleurs des différents centres ont été établis et malgré le blocage des fédérations, les informations ont pu circuler entre certains grévistes et certaines sections syndicales.

Partout les grévistes ont eu recours à des méthodes de lutte directe contre l'administration : organisation de piquets de grève massifs pour bloquer les camions et convaincre les non-grévistes. C'est de l'emploi de telles méthodes de lutte et de leur généralisation que dépendent l'organisation et le succès de nos luttes futures.

Il est clair que nous ne pouvons rien attendre des fédérations lorsqu'il s'agit de lutter résolument avec des méthodes de lutte de classe, et de s'opposer frontalement et collectivement à la répression de l'administration et de l'Etat.

C'est donc à tous les militants et travailleurs actifs dans la grève, dans les sections syndicales comme hors d'elles, de préparer à la base les conditions nécessaires à la poursuite de la lutte. C'est à eux qu'incombe la responsabilité de tisser des liens permanents et directs entre les travailleurs des différents centres de la région parisienne, afin que circulent réellement et constamment les informations sur les problèmes revendicatifs, les luttes en préparation ou en cours.

Cette coordination véritable à la base entre les centres est la condition nécessaire pour que puisse se forger l'outil indispensable de la centralisation de nos forces pour l'avenir, capable de s'opposer au front uni de l'administration et des saboteurs réformistes.

## Pour faire le point sur la lutte des foyers

(suite de la page 2)

juridique et à subir les pressions débilantes des avocats — personnages quelquefois utiles mais difficiles à contrôler — et à travers eux, la pression de l'opportunisme qui ne trouve pas toujours de résistance assez ferme de la part de la Coordination. C'est ainsi qu'on en est arrivé dans un communiqué de presse de février à répondre à la juste préoccupation d'occuper les foyers en cas de fermeture par la revendication d'on ne sait quelle « autogestion » tombée là comme un cheveu sur la soupe, à parler de « poursuivre la lutte jusqu'à l'ouverture de véritables négociations », bref à laisser passer des formules tout à fait étrangères au sens de la lutte et de nature à désorienter les travailleurs.

Le plus grave est sans doute le mot d'ordre qui se propage aujourd'hui à grande vitesse et que l'on peut résumer ainsi : « le gouvernement ne cédant pas » et « l'aide des travailleurs français faisant défaut », « les travailleurs immigrés n'ont plus qu'à faire leur valise et à retourner chez eux ». Une telle attitude traduit une démoralisation profonde d'une partie des dirigeants de la lutte. En effet, ce mot d'ordre est défaitiste non seulement parce qu'il rend tout progrès de l'organisation inutile mais aussi parce qu'il revient à donner raison à la bourgeoisie qui, avec l'appui de ses larbins réformistes, persécute les prolétaires immigrés pour obtenir qu'ils partent sans que l'Etat ait formellement à les chasser.

En énumérant ces faits, notre but n'est pas tant de donner un tableau complet de la situation, que de présenter les indices d'une tendance véritablement dangereuse qu'il s'agit d'enrayer si l'on veut faire face victorieusement à une situation de plus en plus menaçante, et surtout si l'on veut que l'organisation de la lutte et son esprit classiste soient préservés. En effet la masse des résidents peuvent-ils aujourd'hui « prendre la valise » et « retourner au pays », alors que la crise y est encore plus dure qu'ici et que le poids de l'impérialisme y est encore plus lourd ? Et en restant ici, peuvent-ils se permettre de payer les arriérés qui s'élèvent souvent à plus d'un million d'anciens francs sans tomber dans la misère la plus terrible et sans que la lutte en soit paralysée pour longtemps ?

C'est dans cette contradiction entre l'impossibilité pour la lutte de reculer et l'affaiblissement de sa direction sous les coups terribles de l'adversaire que réside le caractère tragique d'une situation qui exige la solidarité de classe la plus pressante, le soutien de l'ensemble de la classe ouvrière, malgré le sabotage réformiste.

Un prochain article sera consacré à l'analyse des facteurs qui nous semblent expliquer cette situation et aux objectifs que doit se fixer le travail de tous les camarades qui sont de tout cœur avec cette lutte courageuse et difficile, afin d'éviter la démoralisation et d'aider à redresser la barre. (à suivre)

## Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 6  
(24 mars 1979) de

### il programma comunista

- Ed ora, di nuovo il Medio Oriente.
- Inghilterra : La lotta di classe non si affievolisce.
- I grandi scioperi nella siderurgia francese : Il moltiplicarsi delle manifestazioni di collera operaia rafforzano la necessità di un fronte proletario di lotta.
- Pubblico impiego e taglio della spesa pubblica.
- Alloggi, sfitti e requisizioni : Grazie, signor pretore, della conferma.
- Sul filo del tempo : Relatività e determinismo (in morte di Alberto Einstein).
- Le « sinistre » sfogliano la margherita : amare la Cina o amare il Vietnam ?
- Due esempi di politica sindacale sciocchista : In margine alla vertenza del gruppo Olivetti ; Alla Bartoletti - Forlami di Forlì.
- Recensione : « Critica comunista », ovvero la fiducia dei raddrizzatori di situazioni.

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 3  
(mars 79) de

### PROLETARIER

- Abschaffung der Lohnarbeit heisst Abschaffung der Produktion für die Produktion.
- Iran : Für die Revolution braucht man die Partei.
- China-Vietnam : Das Lügengebäude des « Nationalen Sozialismus » bricht zusammen.
- Ein Beitrag zum Frauentag : Gegen den Feminismus ! Für den proletarischen Klassenkampf !
- Die Mieterstreik in den Gastarbeiterheimen Sonacotra : Das Erwachen der ausländischen Arbeiter in Frankreich.

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, soit le 12 avril et le 10 mai, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 7 et 21 avril.

• A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint Leu.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 heures, soit les 7 et 21 avril.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 29 avril et le 27 mai.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 15 avril, les 6 et 20 mai.

• A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 8 et 22 avril, 6 et 20 mai.

• A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 6 mai et le 3 juin.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 15 avril et le 20 mai.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

### EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

### CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme  
32, rue du Pré-du-Marché  
1004 LAUSANNE

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926



### NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION!

• liberté totale de circulation pour les travailleurs!  
• abolition de toutes les mesures discriminatoires et répressives en matière d'entrée, de séjour, de travail et d'immigration familiale!

### NON AUX REFOULEMENTS ET AUX EXPULSIONS!

• renouvellement automatique des cartes de séjour!  
• régularisation des sans-papiers!  
• riposte de classe aux exactions policières et aux crimes racistes!

### DROITS EGaux POUR TOUS LES TRAVAILLEURS!

• suppression de toutes les discriminations dans l'embauche, le logement, l'école, l'aide aux chômeurs!  
• abolition de la législation limitant les droits de réunion et d'organisation des étrangers en France!

parti communiste international (le prolétaire)

Cette affiche est disponible en français et en arabe. Passez vos commandes au siège du journal.